

MÉDIAS ET PRINTEMPS ÉTUDIANT AU QUÉBEC EN 2012

JEAN-RÉMI CARBONNEAU *



MÉLISSA DESROCHERS *



En 2012, le Québec a été secoué par un important mouvement de contestation, initié par les étudiants s'opposant à la hausse des frais de scolarité universitaires annoncée par le gouvernement libéral de Jean Charest¹. Pendant plus de 200 jours, les étudiants, regroupés au sein de quatre fédérations étudiantes², ont investi la rue et entrepris des milliers d'actions visant à sensibiliser la population à leur cause et faire pression sur le gouvernement. Ce « Printemps érable », tel que baptisé par les médias, a polarisé la société québécoise de manière inédite. Selon la firme de

* UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL.

** UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (2007-2013).

¹ Une version préalable de cet article a été présentée, dans le cadre du congrès annuel de l'Association canadienne de science politique qui s'est tenu à Victoria (Colombie-Britannique) en juin 2013.

² Ces associations étaient la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) et la Table de concertation étudiante du Québec (TACEQ).

relations publiques *Influence communication*, ce conflit étudiant aura été « la nouvelle la plus longue et la plus intense de l'histoire moderne des médias québécois »³. Dans son bilan 2012, la firme révèle que la crise étudiante a été dans le palmarès hebdomadaire pendant plus de 22 semaines. Plusieurs spécialistes ont critiqué le parti pris des médias et le manque d'équilibre dans l'information présentée ainsi que l'affectation démesurée pour les aspects factuels⁴. L'étude conduite par le Centre d'études sur les médias (CEM) de l'université Laval appuie cette hypothèse du parti pris, affirmant que le quotidien *Le Devoir* aurait présenté une couverture favorable aux étudiants, alors que les autres journaux montréalais analysés (*La Presse*, *The Gazette* et *Le Journal de Montréal*) auraient été globalement défavorables⁵. Nous croyons qu'il est nécessaire d'approfondir cette réflexion en mettant l'accent sur la façon dont les médias ont présenté les faits pour déterminer s'ils ont contribué à la polarisation sociale.

Alors que le rôle des médias est de rapporter de manière équilibrée ce qui se passe dans la société, ceux-ci effectuent aussi un travail sur l'information en sélectionnant et en accordant une attention particulière à certains aspects au détriment d'autres. Ce faisant, ils participent à la construction des problèmes publics et s'éloignent de leur rôle de médiateur. Ce processus nommé *cadrage* peut avoir une incidence sur les politiques publiques et la mobilisation collective et sur la formation de l'opinion publique. Un corpus de 185 articles parus dans cinq journaux montréalais suite aux deux plus grandes manifestations de rue a été analysé dans cette étude afin de voir si la couverture médiatique a contribué ou non à la polarisation sociale lors du conflit en 2012.

Le cadrage des médias

Dans les sociétés démocratiques, la lutte politique s'effectue au niveau communicationnel. La communication politique est

³ *Influence communication*, « État de la nouvelle : Bilan 2012 », communiqué de presse, 19 décembre 2012.

⁴ Nathalie Collard, « Conflit étudiant dans les médias : trop d'opinions pas assez d'analyses », *La Presse*, 10 juin 2012.

⁵ Voir la présentation de Daniel Giroux *et al.*, « Les journaux ont-ils été plus critiques à l'égard d'un camp ? » présentée lors du congrès de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ) le 17 novembre 2012, Québec, Centre d'études sur les médias.

en quelque sorte une « manifestation de la politique alternative à la violence pour régler les conflits » et un moyen pour imposer des préférences⁶. Les protagonistes s'engagent dans une guerre de mots et d'images pour convaincre le public. L'enjeu est le pouvoir ; il implique le recours à la persuasion, parfois à la manipulation. Le champ médiatique est le lieu de cette joute, il présente un espace privilégié pour débattre des enjeux et les inscrire dans l'agenda politique. Cet espace n'est pas neutre. Il est altéré par sa structure, mais aussi par le travail journalistique et par l'information elle-même. Ainsi, les médias ne réfléchissent jamais la réalité dans son ensemble, mais seulement des fragments sélectionnés. Ils offrent une interprétation du réel à travers des processus de sélection, de mise en évidence et d'omission de certaines informations. Ce processus, nommé cadrage (*framing*), a été approfondi par le sociologue et linguiste Erving Goffman qui définit le cadre comme un mécanisme permettant « de localiser, de percevoir, d'identifier et de classer un nombre apparemment infini d'occurrences entrant dans leur champ d'application »⁷. Cette construction langagière donne du sens à un fait, un événement ou un problème public. L'information rapportée par un journaliste est rarement objective, présentant plutôt une « perspective » choisie⁸. Incidemment, tout travail sur l'information, autant en journalisme que dans les sciences sociales, implique un traitement, qu'il soit minimal ou flagrant. Le simple fait de sélectionner un fait, une source, un format, de rapporter les propos d'un acteur social au préjudice d'un autre, d'utiliser une métaphore ou un adjectif pour caractériser un événement implique un cadrage.

Le cadre permet de répondre à la question « que se passe-t-il ici ? » en structurant l'expérience rapportée et en produisant du sens⁹. Il vient pallier le manque de références des lecteurs en fournissant une boîte à outils interprétative. La présence d'un cadre n'est cependant pas un gage de subjectivité, car les cadrages

⁶ Jacques Gerstlé, *La Communication politique*, Paris, Dalloz, 2004, p. 89.

⁷ Goffman, Erving, *Les Cadres de l'expérience*. Paris, Les Éditions de Minuit, 1991, p. 30.

⁸ Jean-Pierre Esquenazi, *L'écriture de l'actualité : pour une sociologie du discours médiatique*, Grenoble, PUG, 2002, p. 26 et 40.

⁹ David A. Snow, « Analyse de cadres et mouvements sociaux », dans Daniel Cefai et Danny Trom (dir), *Les Formes de l'action collective*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2001, p. 7.

dominants sont avant tout mis en place pour permettre au récepteur de comprendre une situation et non pas nécessairement pour l'influencer¹⁰. Pour Esquenazi, le fait rapporté est avant tout une « expérience cadrée »¹¹. Souvent imperceptible, toute nouvelle subit un cadrage. Dans un conflit politique, les acteurs politiques et sociaux cherchent à gagner la bataille du sens pour imposer leur définition des enjeux, et tous les moyens sont bons pour y arriver, incluant l'intervention volontaire sur le message à des fins de persuasion. Selon Robert M. Entman, le cadrage consiste à « sélectionner certains aspects de la réalité perçue et à les rendre plus saillants dans un texte de communication de sorte à promouvoir une définition particulière d'un problème, une interprétation causale, une évaluation morale et/ou une recommandation de traitement »¹².

À l'instar des politiques et des mouvements sociaux, les médias sont impliqués dans la production de sens (cadrage) et dans la construction des problèmes publics. La définition d'un problème suppose que les acteurs effectuent un « travail politique » ; c'est-à-dire qu'ils dotent la protestation d'un langage en lui donnant une dimension symbolique¹³. Le langage utilisé doit recourir à des représentations sociales en s'appuyant sur des référents culturels qui permettront de susciter des effets cognitifs et éventuellement de stimuler la mobilisation des individus. La culture joue donc un rôle primordial puisqu'elle représente l'ensemble des cadres communs d'une société donnée¹⁴. Pour être compris ou obtenir une « résonance culturelle »¹⁵, les cadres doivent correspondre à la culture des individus, soit à l'explication qu'ils se font du monde social et aux « valeurs qui le fondent et qui orientent l'agir individuel » au sein de leur communauté d'appartenance¹⁶. Brunet

¹⁰ Robert M. Entman, « Framing : Towards Clarification of a Fractured Paradigm », *Journal of Communication*, vol. 43, no. 4, 1993, p. 56.

¹¹ Esquenazi, *op. cit.*, p. 15.

¹² Entman, *loc. cit.*, p. 52. Nous traduisons.

¹³ Snow, *loc. cit.*, p. 1.

¹⁴ Entman, *loc. cit.*, p. 53.

¹⁵ Robert D. Benford et David A. Snow, « Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan », *Politix*, vol. 99, no. 3, 2012, p. 20-34.

¹⁶ Laurence H. McFalls et al., *Construire le politique. Contingence, causalité et connaissance dans la science politique contemporaine*, 3^e édition, Québec, Presses de l'université Laval, 2009, p. 254.

et Blais identifient le cadre comme une « argumentation mise de l'avant par un acteur social et qui contient une interprétation d'un événement ou d'une question sociale »¹⁷. Le cadre détermine ce qui se passe en identifiant un ou plusieurs éléments liés à la définition d'un problème public : les causes, les conséquences, les responsables, des pistes de solutions. Cependant, les problèmes publics ne sont jamais construits dans un environnement neutre et par un seul acteur ; leur construction s'effectue plutôt de façon collective et compétitive dans une « arène [qui] peut être définie comme l'espace de confrontation de l'ensemble des positions divergentes qui s'expriment sur un enjeu »¹⁸. Cette arène renvoie à l'espace médiatique. À tout moment, un problème peut faire l'objet de réévaluation, de *recadrage* par les acteurs concernés, que ce soit pour faciliter sa compréhension ou pour en modifier les implications.

À la fois producteurs et diffuseurs de l'information, les médias sont généralement aussi chargés de la publicisation des problèmes publics. Ce rôle stratégique soulève la question des effets des médias, car le traitement et la diffusion de l'information impliquent des effets cognitifs¹⁹. Responsables de fournir une information équilibrée sur ce qui se passe dans la société, il semble que les médias soient plus souvent près de la persuasion que de l'information, cherchant à « capter l'attention publique, conférer le statut de problème public, rendre saillante et intelligible une dimension du problème, faire prévaloir cette dimension dans la confrontation, mettre en acceptabilité un traitement de cette dimension et un règlement au problème ainsi configuré »²⁰.

Les impératifs techniques du travail journalistique et la structure économique et sociale du champ médiatique favorisent aussi l'utilisation de cadres. Construit à partir de sources externes sélectionnées, le discours médiatique est lui-même cadré. Les journalistes privilégient les sujets qu'ils maîtrisent, au détriment de ceux qu'ils méconnaissent. De même, ils favorisent les cadres

¹⁷ Patrick J. Brunet et Martin David Blais, 2004, *Valeurs et éthique dans les médias : approches internationales*, Québec, Presses de l'université Laval, p. 126.

¹⁸ Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès, *Sociologie de l'action publique*, Paris, Armand Colin, 2007, p. 75.

¹⁹ Jacques Gerstlé, *Les Effets d'information en politique*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 220.

²⁰ *Ibid.*, p. 24.

dominants ayant une forte résonance culturelle pour mieux transmettre leur information. Gitlin soutient d'ailleurs que l'utilisation de cadres médiatiques « routiniers » par les journalistes permet de traiter beaucoup d'informations rapidement, en facilitant leur identification, leur catégorisation et leur compréhension par le public²¹. Les quatre biais de l'information médiatisée identifiés par Bennett en 1983 – la dramatisation, la personnalisation, la fragmentation et la normalisation – induisent également des effets de cadrage²². Ils ont des incidences importantes sur le traitement de l'information allant parfois jusqu'à déformer la réalité. La *dramatisation* renvoie à la mise en spectacle de l'information, par une sélection et une mise en évidence de certains éléments pour amplifier le caractère dramatique d'un événement²³. Notamment, les médias peuvent accorder une importance plus grande à certains détails sensationnalistes. De même, ils peuvent *personnaliser* les enjeux et les imputer à des groupes et à des individus. Afin de faciliter la compréhension de certains événements et répondre au format journalistique de plus en plus réduit, les médias simplifient les faits, privilégiant l'information factuelle au détriment d'une présentation thématique des enjeux. Ce biais, nommé *fragmentation*, peut aussi impliquer l'accolement de faits qui n'ont pas de liens réels sur la même page. De surcroît, la *normalisation* induite par le travail journalistique suppose que les médias hiérarchisent leurs sources et accordent une plus grande légitimité aux « définisseurs primaires ». Ce biais tend à soutenir le *statu quo* en accordant une plus grande crédibilité aux autorités politiques²⁴.

Ces biais renvoient souvent à l'utilisation de cinq cadres récurrents, dits *génériques*, tels qu'identifiés par Holli Semetko et Patti Valkenburg²⁵. À l'opposé des cadres spécifiques, les cadres génériques sont facilement identifiables et fournissent des angles de représentation qui transcendent certaines questions. Par exemple,

²¹ Todd Gitlin, *The Whole World is Watching : Mass Media in the Making and Unmaking of the New Left*, Berkeley, University of California Press, 2003, p. 7.

²² Bennett, Lance W. *News : The Politics of Illusion*, New York, Longman, 1983, cité dans Jacques Gerstlé, *La Communication politique*, op. cit., p. 49.

²³ Gerstlé, *La Communication politique*, op. cit., p. 49

²⁴ *Ibid.*

²⁵ Holli A. Semetko et Patti M. Valkenburg, « Framing European Politics : a Content Analysis of Press and Television News », *Journal of Communication*, vol. 50, (juin 2000), p. 93-109.

comme évoqué plus haut, le biais de fragmentation tend à prioriser l'information factuelle et un cadrage en termes *épisodiques* (et donc plus rarement un cadre *thématique* présentant les enjeux). Assez généralisés, ces deux cadres – que nous avons repris dans cette analyse – peuvent être, comme le note Matthes, considérés comme génériques²⁶. De même, les biais de personnalisation et de dramatisation signalent fort souvent la présence des cadres d'*attribution de responsabilité* et de *dimension humaine*, lorsque la couverture suggère : 1. que quelqu'un est responsable de ce qui se passe ; 2. que l'événement comporte une facette humaine qui personnalise ou dramatise le récit, en présentant des protagonistes et en mettant l'accent sur leur émotivité dans le souci d'attirer ou de retenir l'attention du lecteur.

Méthodologie

La polarisation sociale sur la hausse des frais de scolarité s'est traduite par un clivage territorial entre le « Grand Montréal » (près de la moitié de la population de la province) et les autres régions du Québec²⁷. Bien que les Montréalais eussent été les citoyens les plus affectés par les perturbations sur le terrain, ce sont eux qui furent les plus réceptifs à la position des étudiants durant la crise. C'est la raison pour laquelle le corpus de cette étude est composé de cinq des six journaux québécois les plus lus dans la région métropolitaine, soit *Le Journal de Montréal*, *La Presse*, *The Gazette*, *Le Devoir* et le *Métro* (ce dernier étant distribué gratuitement dans les transports collectifs). Appartenant au conglomérat *Québecor* au même titre que *Le Journal de Montréal*, le quotidien *24 heures* (également gratuit) a été écarté de cette sélection afin de réduire les risques de répétition associés à la convergence des contenus. Seul quotidien indépendant au Québec, *Le Devoir* a été retenu pour son angle d'information alternatif, malgré son tirage limité.

117

²⁶ Jörg Matthes, « What's in a Frame ? À Content analysis of Media Framing Studies in the World's Leading Communication Journals, 1990-1995 », *Journalism & Communication Quarterly*, vol. 86, no. 2, (été 2009), p. 350.

²⁷ C'est ce qui ressort d'un sondage CROP effectué entre les 22 et 25 mai 2012.

Tirage des quotidiens montréalais

Groupe médiatique	Titres	Tirage hebdomadaire
Québecor	Le Journal de Montréal 24 heures	1 901 916 850 000
Gesca (Power Corporation)	La Presse	1 326 254
Transcontinental	Métro	875 000
Postmedia Network Inc	The Gazette	726 438
Le Devoir Inc.	Le Devoir	250 000

Source : Répertoire des médias, Service Québec, 2013.

118

L'échantillon de l'analyse consiste en un corpus d'articles (n = 185) parus dans ces journaux durant les deux jours qui ont suivi les deux plus grandes manifestations étudiantes de la crise, lesquelles ont respectivement eu lieu les 22 mars et 22 mai 2012. L'ampleur de ces manifestations dans l'histoire moderne du Québec a généré une surexposition médiatique qui a multiplié les risques de biais journalistique et de cadrage. Ainsi, tous les articles couvrant ces manifestations et le conflit plus généralement ont été examinés. Pour tenir compte des ajustements, délais de publication et contributions tardives, nous avons inclus les éditions du 24 mars et du 24 mai, en plus de celles au lendemain des événements (les 23 mars et 23 mai)²⁸.

Les 185 textes retenus ont été codifiés en deux catégories selon leur type d'énonciation, soit : *objectivisé* (brèves, comptes-rendus, reportages, enquêtes) ou *subjectivisé* (éditoriaux, chroniques). Ce codage équivaut à la catégorisation journalistique habituelle par genre factuel ou d'opinion²⁹. Puis, nous avons codifié les articles d'opinion (n = 104) dans une troisième catégorie, pour en dégager l'orientation générale (en faveur des étudiants ; en faveur du gouvernement ; propos nuancés). Afin de rendre compte des éventuels biais de description journalistique, nous avons codifié les articles en fonction d'un premier angle de cadrage. À l'instar de

²⁸ *Métro*, qui ne publie qu'en semaine, n'avait pas d'édition le samedi 24 mars 2012.

²⁹ Yves Agnès, *Manuel de journalisme*, Paris, Éditions La Découverte, 2008, p. 202.

Vliegenthart et Walgrave³⁰, nous avons départi les articles en termes *épisodiques* ou *thématiques*, selon qu'ils focalisent 1. sur les stratégies perturbatrices et les débordements du mouvement (dimension anecdotique), ou plutôt 2. sur le contenu des revendications et les enjeux de fond du conflit (dimension analytique). L'attention accordée ici aux moules journalistiques n'est pas fortuite. En effet, l'accent épisodique d'un article est plus conforme à la couverture d'une nouvelle à « l'état brut », en ce qu'elle constitue « un événement *nouveau, d'intérêt public* » méritant d'être rapporté parce qu'elle « a un impact sur la vie du citoyen en société »³¹. Ceci étant, les préoccupations du mouvement de grève étudiant visant un débat de société s'insèrent mal dans les moules journalistiques existants. « Réclamer ce débat en manifestant attirera l'attention des journalistes sur la manifestation, qui, elle, est un fait nouveau. La manifestation correspond à la définition journalistique de ce qu'est une nouvelle, mais pas le débat de société »³². Avec ce second codage, l'objectif est de discerner si la couverture de l'événement sert ici les besoins du média (l'épisode) ou ceux du mouvement (le thème).

Une fois les articles ainsi classés, une grille d'analyse du discours a été construite pour repérer les interventions du journaliste dans le but de modifier la perception que le lecteur se fait de l'événement, en l'orientant dans une direction particulière. Pour ce faire, la grille d'analyse reprend quelques éléments développés par Philippe Breton sur la dimension cognitive de la manipulation, soit le *recadrage abusif* et l'*amalgame cognitif*³³. Le recadrage abusif implique une retouche au sens des mots : qu'il s'agisse de l'emploi de *mots piégés*, de « vocables au contenu tendancieux » qui par leur simple usage suscitent l'indignation et qui sont d'autant plus péjorativement chargés qu'ils ne sont pas utilisés dans le contexte

³⁰ Rens Vliegenthart et Stefaan Walgrave, « The Interdependency of Mass Media and Social Movements », dans : Holli A. Semetko et Margaret Scammel (dir.), *The Sage Handbook of Political Communication*, Londres, Sage Publications, 2012, p. 387-399.

³¹ Chantal Francœur, « Informer ou In-former : les formats journalistiques au service du *statu quo* », *COMMPosite*, vol. 15, no. 1-2 (2012), p. 19-20. En italique dans le texte.

³² *Ibid.*, p. 20-21.

³³ Philippe Breton, *La Parole manipulée*, Paris, La Découverte, Essais, 1997, p. 107-130.

du phénomène qu'ils désignent sémantiquement ; ou bien de *rails mentaux*, qui visent à entraîner « notre pensée sur une tout autre voie que l'évaluation rationnelle »³⁴ en lui suggérant indûment une nouvelle piste d'interprétation. Dans les deux cas, « il n'y a pas formellement tromperie mais induction en erreur » du récepteur³⁵.

À titre d'exemple de mot piégé, Breton cite l'usage du mot « terrorisme », souvent employé hors de son contexte d'occurrence réelle pour désigner un type de perturbation sans commune mesure avec le réel terrorisme. Dans le cas du conflit étudiant, certains mots, *a priori* négativement chargés, tels que « prise d'otage » ou « populisme », ont été classés comme mots piégés. Quant aux rails mentaux, une analyse plus approfondie du *cotexte* est nécessaire à leur identification. Dans ce cas, soit le message devient insidieux par des formulations qui dénotent un présupposé et donc un jugement de valeur ; soit le mot employé prend une charge négative en fonction du cotexte dans lequel il est utilisé par rapport au contexte auquel on fait référence³⁶. Dans cette analyse, le mot « boycott », qui faisait partie de la rhétorique officielle du gouvernement pour désigner la grève – et repris par les opposants au mouvement –, fait office de rail mental en individualisant les termes d'un conflit fondé sur des revendications collectives. Cependant, l'occurrence du mot « boycott » ne reflète pas systématiquement l'usage d'un rail mental et dépend du cotexte avec lequel il interagit, comme cela s'est dégagé de l'analyse d'un article, où le mot « boycott » était compris sémantiquement comme un synonyme de « grève »³⁷.

En plus du recadrage abusif, cette étude a cherché à dépister d'éventuelles traces d'*amalgame cognitif*, une autre forme d'intervention persuasive sur le montré. Pour Breton, l'amalgame cognitif « consiste à rendre acceptable une opinion en construisant un message qui est un mélange de cette opinion, sans discussion de son contenu, avec un élément extérieur, *sans rapport immédiat avec cette opinion*, mais considéré lui comme déjà accepté par

³⁴ *Ibid.*, p. 120.

³⁵ *Ibid.*, p. 115 et 120.

³⁶ Nous reprenons la notion de cotexte de Stéfanie Peeters. Voir *La couverture médiatique de la « crise des banlieues » : métaphores, représentations et l'apport indispensable du cotexte*, Corela, Numéro thématique, « RJC Cotexte, contexte, situation », 9 janvier 2012.

³⁷ Branda Branswell, « Many students suffer, but not all », *The Gazette*, 23 mai 2012.

l'auditoire »³⁸. Parmi les types d'amalgame cognitif recensés par Breton, ses quatre *leviers pour convaincre* ont été intégrés à la grille d'analyse. Opérant sur la psyché du récepteur, ces leviers cherchent à le contraindre à rejeter ou à accepter une idée et nécessitent la répétition pour être efficaces :

– les *leviers de vertu*, dénotant une association avec des symboles tenus pour bons, par exemple « démocratie », « légitimité » et « culture civique », ou « discipline » dans le cas de la grève étudiante ;

– les *leviers poison*, apparents lorsqu'une idée est associée avec des symboles tenus pour mauvais comme « guerre » et « mort » ou dans le cas de la grève, « zone de guerre » ;

– les *leviers d'autorité* qui s'appuient sur l'expertise, la notoriété ou l'autorité de personnes bien connues et d'institutions pour faire accepter une idée ;

– les *leviers de conformisation*, qui font appel à la solidarité et à l'identification du lecteur avec une communauté humaine en particulier, comme le dénote le recours à la « majorité silencieuse ».

En plus de ces processus de (re)cadrage, la présence de quatre des cinq cadres génériques postulés par Semetko et Valkenburg³⁹ a été recensée. Les articles ont été codifiés en fonction de la présence ou non de ces cadres. Le cadre de *conflit* a été délaissé en raison de son omniprésence dans le corpus. Le cadre d'*attribution de responsabilité*, utilisé par Snow *et al.* lors des émeutes de 2005 dans les banlieues françaises⁴⁰, a été scindé en deux afin d'extraire un cadre *diagnostique*, attribuant la responsabilité de la crise : 1. aux étudiants ou 2. au gouvernement ; et un cadre *pronostique*, enjoignant le lecteur à privilégier une piste de solution : 1. le recul du gouvernement sur la hausse décrétée, proposée par les associations étudiantes ; 2. le maintien de la hausse, proposée par le gouvernement ; ou 3. le dialogue entre les deux parties. Ces cadres sont instructifs, car ils démontrent que les médias participent à la

121

³⁸ Breton, *op. cit.*, p. 126. En italique dans le texte.

³⁹ Holli A. Semetko et Patti M. Valkenburg, « Framing European Politics : a Content Analysis of Press and Television News », in : *Journal of Communication*, vol. 50, (juin 2000), p. 93-109.

⁴⁰ Voir David Snow, Rens Vliegenthart et Catherine Corrigan-Brown, « Framing the French Riots : A Comparative Study of Frame Variation », *Social Forces*, vol. 86, no. 2 (décembre 2007), p. 385-415.

définition des problèmes publics. Par l'entremise de ces cadres, les médias reprennent ou s'opposent aux définitions proposées par les acteurs impliqués dans la lutte politique et les recadrents.

D'autres cadres génériques ont été pris en compte, soit ceux des *conséquences économiques*, de *moralité* et de *dimension humaine*, selon que le texte suggère : 1. des pertes ou des gains économiques ; 2. une prescription morale à l'endroit du comportement d'une des parties ; 3. un visage humain, corollaire de la personnalisation ou de la dramatisation du récit. Pour déterminer la présence de ces cadres, cette étude emprunte les questions développées par Semetko et Valkenburg : « Y a-t-il dans le récit une mention de gains ou de pertes financiers, actuels ou futurs ? » ; « Est-ce que le récit offre une prescription morale spécifique ? » ; « Le récit fait-il ressortir à quel point des individus ou des groupes sont affectés par la problématique ? ».

Enfin, la ligne éditoriale a été examinée pour évaluer si celle-ci a une influence idéologique sur l'orientation et le cadrage des articles. Vu l'absence d'articles éditoriaux au *Journal de Montréal*⁴¹ et au *Métro*, cette partie de l'analyse a été restreinte aux quotidiens *La Presse* et *Le Devoir*, seuls quotidiens dont les éditoriaux portaient sur le conflit étudiant. Il a été impossible d'évaluer la concordance des articles de *The Gazette* pour le mois de mars 2012, puisque les éditoriaux des éditions choisies portaient sur d'autres sujets que la crise étudiante.

Résultats

Globalement, les journaux semblent effectuer la tâche qui leur est consentie, celle de rapporter ce qui se passe. Sur les 185 articles analysés, 137 (74 %) utilisent un type d'énonciation objectivée contre 48 (26 %) qui ont une énonciation subjectivée. Le partage des articles entre cadres épisodiques (79 %)⁴² et thématiques

⁴¹ Concernant *Le Journal de Montréal*, le site Internet de Québecor soutient que : « Contrairement aux autres quotidiens, *Le Journal de Montréal* se contente de rapporter la nouvelle. Ce premier grand quotidien de l'empire Québecor se garde bien de publier des éditoriaux ; il se veut plutôt le miroir fidèle de la société dans laquelle il évolue. » Cette affirmation est controversée dans le contexte québécois de convergence des médias.

⁴² Les journaux analysés ont une proportion similaire (de 65 à 75 %) d'articles dits épisodiques, à l'exception de *Métro*, dont 91 % des articles sont de type épisodique.

(21 %) indique une forte présence de routines appliquées au travail journalistique. Cette proportion passe à 92 % dans le cas des articles de type énonciatif objectivisé, soit 126 sur 137. À des fins de simplification de l'information destinée à un large public, la majorité des articles de l'échantillon privilégient des informations factuelles et exposent la protestation de manière « épisodique », laissant de côté un approfondissement thématique pourtant plus approprié aux revendications étudiantes. À la fois biais de description et de fragmentation, cette dimension anecdotique est problématique, car elle favorise le *statu quo* en esquivant le débat de société derrière la crise étudiante.

Par ailleurs, seulement 28 articles (15 %) contiennent une intervention persuasive sur le contenu de leur message : 8 sur 137 articles dits objectivisés (soit environ 6 %) contre 20 des 48 de type subjectivisé (42 %), ce qui n'est guère surprenant puisqu'il s'agit d'articles visant à convaincre le lectorat. *Le Journal de Montréal* et *The Gazette* sont les deux quotidiens dont les journalistes sont le plus intervenus sur le contenu de leurs articles (21 des 28 interventions). De plus, ce sont les deux seuls journaux dont les articles à contenu informatif (objectivisé) comportent des interventions à caractère manipulateur. Parmi toutes les interventions répertoriées, les plus courantes sont le rail mental (12), le levier vertu (11), le mot piégé (6) et le levier d'autorité (6). En comparant les articles, d'importantes variations sont observables dans le traitement de mêmes événements, comme le démontrent ces deux exemples. Les textes du journal *Métro* et du *Devoir* se limitent à informer le lecteur de la remise d'une médaille du lieutenant-gouverneur du Québec à Jeanne Reynolds, coporte-parole de la CLASSE, alors que les textes du *Journal de Montréal* et de *The Gazette* utilisent des rails mentaux afin de convaincre le lecteur d'une contradiction entre le comportement de la lauréate et le mérite du prix⁴³ : « Alors qu'elle encourage la désobéissance civile [...] la co-porte-parole [...] a reçu [...] ». Et plus loin dans le texte : « Questionné quant au *paradoxe* que représente la médaille du lieutenant-gouverneur et la position politique de

123

Cette variation est attribuable au statut de franchise internationale du journal qui adapte son contenu aux spécificités régionales sans encadrer son contenu par une ligne éditoriale.

⁴³ L'italique dans les extraits est de nous.

la coporte-parole, le directeur général du collège [...] »⁴⁴. Puis : « Quebec as essentially told one of its most controversial student leaders – one who as encouraged a strike *that has caused months of turmoil* [...] – *to keep up the good work* »⁴⁵. Une analyse similaire est applicable dans le cas de l'affaissement d'une portion de la rue Sherbrooke à Montréal le 22 mai : alors que le journal *Métro* et *Le Devoir* ne font aucune mention de la manifestation du 22 mai, le *Journal de Montréal* titre son article « La rue cède sous la manif »⁴⁶, établissant un lien de causalité entre les deux événements.

Les unes du 23 mars 2012 montrent aussi un traitement de l'information. Malgré une divergence sur les chiffres rapportés, la couverture est majoritairement positive : *La Presse* titre la une « 100 000 non ! », *Métro* « Manifestation monstre », *Le Devoir* « 200 000 fois "Entendez-nous !" » et *The Gazette* « Solidarity in the streets ». À l'opposé, *Le Journal de Montréal* emploie une négation : « Malgré 200 000 manifestants, les étudiants perdent des appuis ». Cette déclaration établit un lien causal entre la manifestation et les résultats d'un sondage, alors que les deux événements ont eu lieu simultanément. Elle est d'autant plus insidieuse que l'article reprenant la une et détaillant les paramètres du sondage mentionne, en paraphrasant le vice-président de la firme l'ayant effectué, qu'il « est encore trop tôt [...] pour mesurer l'effet de la manifestation d'hier sur l'opinion publique »⁴⁷.

Le clivage en fonction du type d'énonciation demeure frappant en ce qui concerne la proportion d'articles utilisant des cadres : si, dans l'ensemble, 35,7 % des articles ont recours à des cadres, cette proportion diminue à 17,5 % dans le cas des types objectivisés. De plus, 87,5 % des articles énoncés subjectivement recourent à un ou plusieurs cadres pour faciliter la compréhension de l'information, tout en ayant une possible incidence sur son interprétation. Par exemple, certains articles traitant des manifestations nocturnes ont lié le cadre des conséquences économiques à ceux de moralité,

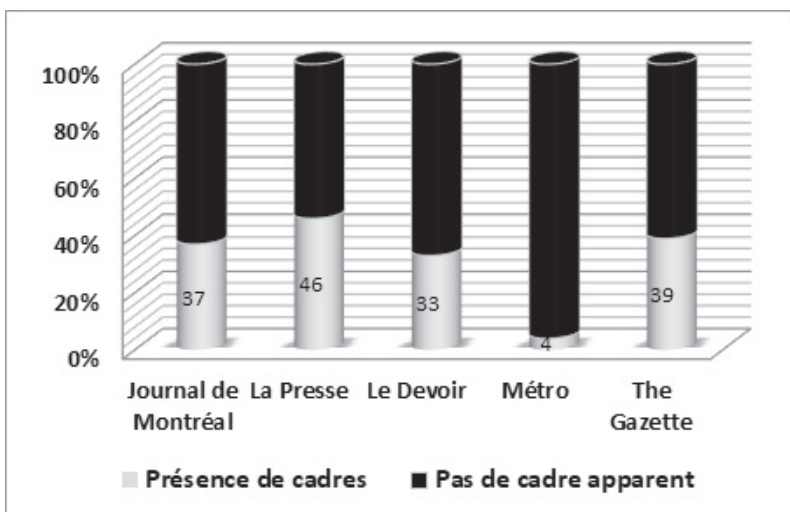
⁴⁴ Agence QMI, « Québec honore une porte-parole de la CLASSE », *Le Journal de Montréal* 24 mai 2012, p. 7.

⁴⁵ *The Gazette*, « CLASSE leader wins major awards », *The Gazette*, 24 mai 2012, p. A8.

⁴⁶ Francis A-Trudel, « La rue cède sous la manif », *Le Journal de Montréal*, 23 mai 2012, p. 14.

⁴⁷ Mélanie Colleu, « Une baisse des appuis », *Le Journal de Montréal*, 23 mars 2012, p. 3.

d'attribution de responsabilité et de piste de solution, accusant les étudiants d'être responsables de pertes financières occasionnées par une baisse de clientèle dans les commerces situés sur le parcours des marches, voyant là un comportement immoral et donc répréhensible. Des 185 articles recensés, 66 présentent un ou plusieurs des cinq cadres génériques examinés. Les journaux analysés utilisent des cadres dans des proportions comparables, à l'exception de *Métro* (figure 1).



125

Figure 1 : Articles utilisant des cadres par quotidien

La présence substantielle des cadres s'explique par les biais liés au travail journalistique, l'emploi de cadres génériques ayant une forte résonance culturelle facilitant la compréhension d'enjeux variés. Dans l'ordre, ce sont les cadres diagnostic (dans 54,5 % des articles cadrés), conséquences économiques (45,4 %), pronostic (39,4 %), moralité (36,4 %) et dimension humaine (33,3 %) qui sont les plus fréquents dans notre corpus (figure 2). Dans le cadre d'un conflit politique, les cadres diagnostic, pronostic et moralité contribuent à la définition du problème public, dans ce cas-ci l'accès aux études universitaires. Le cadre de la moralité implique quant à lui une prescription morale et donc un jugement de valeur qui cherche l'adhésion du lecteur.

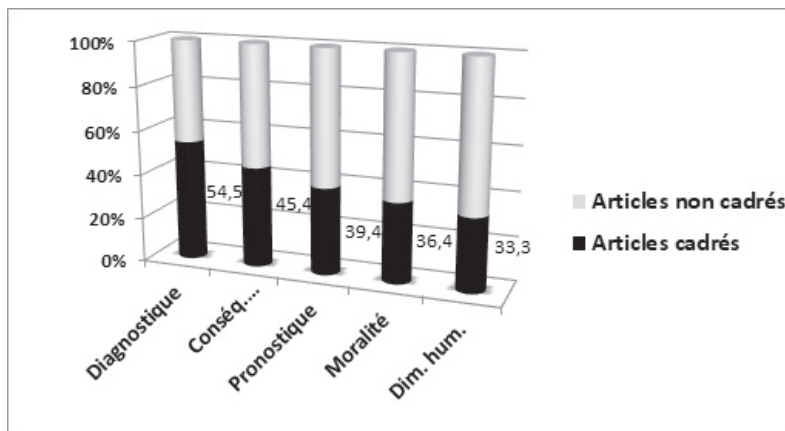


Figure 2 : Occurrence des cadres génériques dans les articles cadrés

126

En observant la couverture générale des deux manifestations, les résultats obtenus indiquent que les journalistes ont attribué une responsabilité (cadre diagnostic) assez nuancée dans l'ensemble. Sur les 36 articles qui imputent un diagnostic au conflit, 53 % attribuent la responsabilité au gouvernement contre 44 % aux étudiants.⁴⁸ Constat similaire pour les articles utilisant un cadre pronostic et offrant une piste de solution : de ces 26 articles, 42 % supposent que le gouvernement doit maintenir sa position, tandis que 58 % des articles valorisent le dialogue pour régler le conflit. C'est en analysant les résultats par journal que les positions apparaissent plus polarisées (voir figure 3). En observant les articles ayant un cadre diagnostic, nous constatons que *Le Journal de Montréal* attribue la responsabilité du conflit aux étudiants dans 100 % des cas (7 articles sur 7), *The Gazette* dans 57 % (4/7), et dans une moindre mesure, *La Presse* dans 29 % (4/14). *A contrario*, les articles du *Devoir* attribuent la responsabilité du conflit au gouvernement dans 86 % des cas (6 /7), 71 % pour *La Presse* (10/14) et 29 % pour *The Gazette* (2/7).

Le portrait pronostic est légèrement plus nuancé, alors que chacun des journaux présente différentes solutions pour régler le

⁴⁸ Dans un cas, la responsabilité est attribuée aux parents des étudiants.

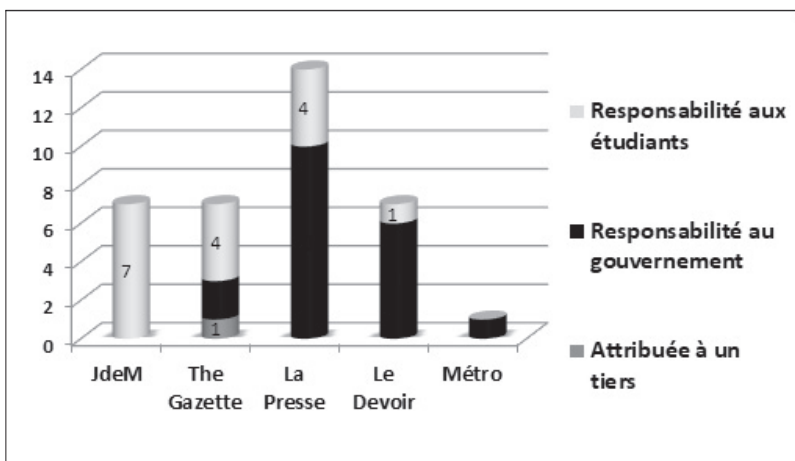


Figure 3 : Cadre d'attribution de responsabilité (diagnostic) (n = 36)

conflit, même s'il en privilégie une. En effet, 66 % (4/6) des articles avec un cadre pronostic du *Journal de Montréal* suggèrent que la solution est le maintien de la hausse, idem pour 50 % d'articles à *The Gazette* (2/4) et 30 % à *La Presse*. Le dialogue comme solution au conflit est la solution privilégiée dans 80 % des articles avec un cadre pronostic au *Devoir*, dans 70 % des cas à *La Presse*, dans 50 % dans *The Gazette* et dans 2 articles sur 3 au *Journal de Montréal*. Ainsi, ce sont *Le Journal de Montréal* et, moindrement, *Le Devoir* et *The Gazette* qui ont les postures les plus tranchées. Il est à noter qu'aucun article ne défend un gel des frais de scolarité dans cet échantillon.

Peu de variations sont observables dans les couvertures du conflit entre les mois de mars et mai. Certes, le nombre d'articles est beaucoup plus important en mai (128 articles) qu'en mars (57 articles). Ceci est cependant attribuable à un élargissement thématique découlant de l'adoption le 18 mai d'une loi spéciale visant à arrêter le conflit. De nombreux articles publiés les 23 et 24 mai portent sur de nouveaux types d'événements (absents en mars) découlant de l'enlisement du conflit (conséquences des manifestations sur les festivals d'été dans la ville de Montréal, manifestations quotidiennes de soir, retour sur les négociations du 4 au 5 mai, etc.). En outre, le partage entre les articles épisodiques

et thématiques demeure similaire entre les deux mois. Si dans l'ensemble la part des interventions à caractère manipulateur augmente légèrement de mars à mai (passant de 12,3 à 16,4 %) – marquant l'affermissement des positions du *Journal de Montréal* et de *The Gazette* –, le recours aux cadres génériques baisse de plusieurs points (figure 4), sauf pour le cadre de moralité qui augmente légèrement. Cette situation est imputable au fait que l'usage de cadres interprétatifs est de moins en moins nécessaire puisque le conflit est publicisé à ce moment depuis plus de 100 jours.

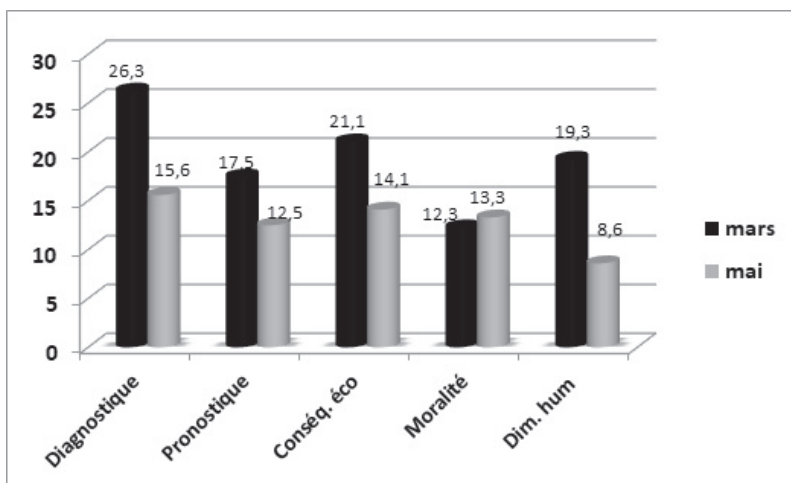


Figure 4 : Évolution du recours aux cadres génériques en pourcentage (mars vs mai)

En revanche, certains contrastes apparaissent entre les quotidiens quant à l'évolution des interventions sur le contenu et au recours à des cadres. Notamment, la proportion des interventions sur le contenu augmente de plus de moitié dans les articles de *The Gazette* (de 20 à 30,4 % des articles) alors qu'elle évolue peu chez les autres quotidiens. Le recours aux cadres diagnostics reste stable au *Journal de Montréal* (toujours culpabilisant à l'endroit des étudiants), mais diminue au *Devoir* en mai, tandis qu'il n'est utilisé qu'en mai à *The Gazette* (2 articles culpabilisent le gouvernement, 4 les étudiants)⁴⁹. Du côté de *La Presse*, on observe en mai un

⁴⁹ Il est possible que ces diagnostics tardifs chez le seul quotidien anglophone soient l'effet des marches nocturnes qui se tinrent à partir du 24 avril et qui défilèrent

glissement dans l'attribution de la responsabilité vis-à-vis du gouvernement, ce qui dénote une polarisation au sein même de la rédaction. De trois diagnostics culpabilisant le gouvernement en mars, on passe à sept à mai, alors qu'on blâme trois fois les étudiants en mars contre une seule fois en mai. Cette tendance, contraire à la ligne éditoriale, est même exposée dans une chronique⁵⁰. Un glissement pronostic plus ou moins marqué vers une solution négociée entre le gouvernement et les associations étudiantes est aussi observable. Ici encore, *La Presse* se démarque, passant d'une seule prescription au dialogue en mars à six en mai. Par ailleurs, les résultats révèlent un glissement du cadrage effectué par les journalistes du *Journal de Montréal*, insistant de plus en plus sur les conséquences économiques du conflit, (ce cadre est employé sept fois en mai et seulement deux fois en mars).

Enfin, les 104 articles d'opinions codifiés pour rendre compte de la position éditoriale *par extension* – au sens où il s'agit de textes ayant été choisis suivant les recommandations de la direction – révèlent des positions assez différentes. Alors que les lecteurs du *Devoir* supportent plutôt les étudiants, les lecteurs de *The Gazette* appuient majoritairement le gouvernement (figure 5). Encore une fois, ces résultats octroient une place plus nuancée à *La Presse* et même au *Journal de Montréal*.

129

Conclusions

Parmi les plus importantes conclusions découlant de cette brève étude, notons d'abord la confirmation des biais de description et de fragmentation : la grande majorité des articles présentant les événements de manière anecdotique et non thématique. De plus, la présence des cadres diagnostics et pronostics, impliquant une attribution de responsabilité, dénote un certain parti pris des journaux. Toutefois, moins de 20 % des articles analysés présentent ce type de cadres. Concernant les interventions à caractère manipulateur, *The Gazette*, et surtout *Le Journal de Montréal* se distinguent des autres, leurs journalistes étant plus souvent intervenus sur le message pour influencer le lecteur, et

quotidiennement devant les commerces de la partie ouest du centre-ville, fréquentés principalement par des anglophones.

⁵⁰ Patrick Lagacé, « Il n'y a pas de ligne de parti », *La Presse*, 23 mai 2012, p. A6.

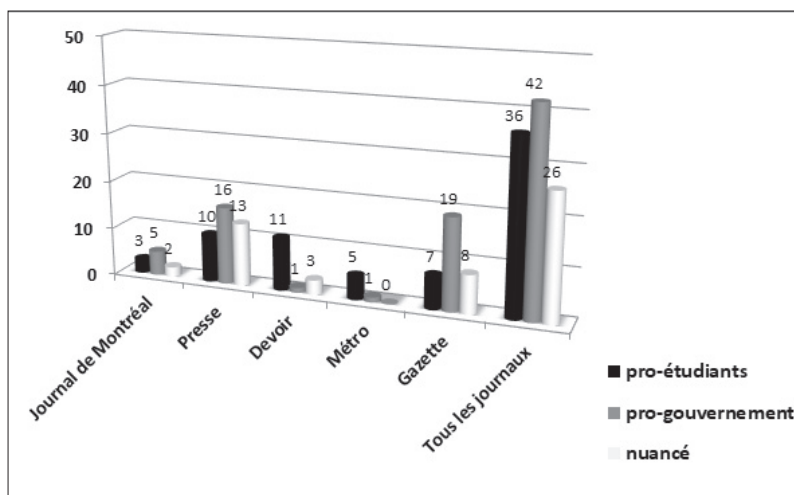


Figure 5 : Position des textes d'opinion par rapport au conflit (n = 104)

130

ce, presque exclusivement en défaveur du mouvement étudiant. Cependant, seulement 15 % des articles du corpus présentent ce type d'intervention.

Incidemment, l'hypothèse de la polarisation entre les médias apparaît moins idoine. Les résultats suggèrent même que *Le Journal de Montréal*, *The Gazette* et, a fortiori, *La Presse*, ont présenté une couverture assez nuancée du conflit. Même constat pour *Le Devoir* et le *Métro*, malgré la ligne éditoriale du *Devoir* majoritairement favorable aux étudiants. La plus grande polarisation est observable au sein même du journal *La Presse* : la majorité des chroniques analysées étant en désaccord avec les éditoriaux. Ces résultats démontrent que ces journaux ont généralement fourni une information équilibrée des événements analysés et réfutent l'hypothèse attribuant un rôle aux médias dans la polarisation sociale. Ils dédisent aussi les critiques énoncées⁵¹ durant le conflit, arguant une manipulation de l'information par les journalistes.

Ces conclusions doivent toutefois être pondérées, le corpus analysé n'étant qu'un modique échantillon de la couverture globale d'un conflit qui a duré huit mois (février à septembre 2012). Pour

⁵¹ Marie-Hélène Leboeuf, « Conflit étudiant : les médias, objet de méfiance », *La Presse*, 6 juin 2012.

être plus représentatif, l'échantillon devrait inclure des quotidiens régionaux et analyser de plus longues périodes. L'analyse du discours des médias télévisuels pendant la grève étudiante pourrait conduire également les chercheurs à d'autres conclusions. La grille d'analyse mériterait d'être affinée par l'ajout des cadres de l'*individualisme libéral* (fondé sur un raisonnement atomiste proche du calcul coût-bénéfice et des choix rationnels) et de l'*action collective* (de dimension holiste et légitimant les droits collectifs). Enfin, pour bien comprendre l'effet des médias sur la polarisation politique au sein de la société, il demeure essentiel de tenir compte du problème de leur concentration. Au Québec comme ailleurs, cela induit une convergence des contenus qui, lorsqu'elle est couplée aux préférences des citoyens pour certaines sources et certains types de médias, réduit considérablement la diversité des informations consommées.

Résumé :

Un mouvement de contestation étudiante d'envergure a secoué le Québec de février à septembre 2012 suite à l'annonce d'une importante hausse des frais universitaires. Connu comme le « Printemps érable », ce conflit a bénéficié d'une considérable couverture médiatique qui a été critiquée par plusieurs observateurs pour son manque d'impartialité. Cet article se penche sur les biais du travail journalistique à l'aide de la notion de cadrage de l'information. À cet effet, un corpus d'articles provenant de quotidiens montréalais a été analysé pour y débusquer les éventuelles traces d'interventions journalistiques sur le contenu de l'information en fonction d'intérêts idéologiques propres à ce conflit.

